



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2020-49  
Séance du 05 novembre 2020 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt, le 05 novembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Briane, Caizergues, Castellon, Deyrat, Lenoir, Oudinot, Perez, Petit, Salgues, Serra  
Mmes Berard, Gouard, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell, Vilaplana

**Absents ayant donné procuration :** M. Aldon pouvoir à M. Briane, Mme Enjalbert pouvoir à Mme Palau, M. Huber pouvoir à M. Deyrat, M. Viala pouvoir à M. Oudinot

**Absents excusés :** Mme Balsan

**Secrétaire de séance :** Mme Irène Vilaplana

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Présents :** 18

**Procurations :** 04

**Absents :** 01

**Votants :** 22

**Date de convocation et affichage**

27 octobre 2020

**Objet :** Remboursement des frais de repas exposé dans le cadre d'un déplacement pour les besoins de service

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

M. le maire donne la parole à M. Sylvain Castellon, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel, qui rappelle au conseil municipal que les agents qui se déplacent pour les besoins du service (mission, action de formation statutaire ou de formation continue) en dehors de leur résidence administrative et de leur résidence familiale peuvent, le cas échéant, prétendre au remboursement des frais de repas exposés dans ce cadre.

Depuis le 1er janvier 2020, la prise en charge est fixée à dix-sept euros cinquante cents (17,50 €) par repas, qu'il s'agisse du repas du midi ou de celui du soir. Le petit-déjeuner ne saurait être pris en charge à ce titre.

Le décret n°2020-689 du 4 juin 2020 autorise les collectivités territoriales et les établissements publics locaux à déroger au remboursement forfaitaire des frais de repas et à instaurer, par délibération, un remboursement au réel, dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire (17,50 €).

Le remboursement est conditionné par la production des justificatifs de paiement (factures, tickets) auprès de l'ordonnateur de la collectivité (ou de l'établissement).

Pour rappel, aucune indemnité de repas ne peut être attribuée aux agents bénéficiant de la gratuité du repas.

Le conseil municipal après discussion, sur proposition de M. le maire et à l'unanimité décide d'instaurer un remboursement au réel des frais de repas exposés à l'occasion des déplacements professionnels en dehors de la résidence administrative et de la résidence familiale, dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire et en cours à la date du justificatif de paiement faisant l'objet de la demande de remboursement.

Lavérune le 05 novembre 2020

Roger CAIZERGUES  
Maire

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular blue official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DE LAVÉRUNE' at the top and 'Hérault' at the bottom, with a central emblem.

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) nomenclature : 7.1.1